





- 05** Édito
Carlos Crespo — Guéric Bosmans

CEPPecs

- 06** La personnalité contemporaine et l'état-limite : de curieuses similitudes
CePPecs — Jean-Marie Lacrosse
-
- 14** ProJeuneS à Athènes, décembre 2012
- 17** Qui sème l'Austérité récolte le nazisme
ProJeuneS
- 18** ProJeuneS contre le TSCG
ProJeuneS
- 22** Bruxelles fait son *feedback*!
ProJeuneS
- 26** Formation : Sexisme et Homophobie en milieu multiculturel
Formactif - ProJeuneS
- 28** Outils pour la prévention de l'alcoolisme chez les jeunes
Excepté jeunes
- 30** Stage Napoléon 1815
FCHWB - Ferme des Castors
- 32** 2013... Chez les Faucons Rouges
Faucons Rouges
- 34** Palestine : des jeunes au cœur de l'action
So/Soc

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Guéric Bosmans

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinateur de projets
Nicolas Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Détaché pédagogique
Savery Plasman

Coordination, Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

Rédaction de Pro J
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15/3 – 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@projeunes.be
www.projeunes.be

Les propos tenus dans les textes relèvent
de l'entièvre responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants
extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction

Stéphane Hessel s'est éteint ce 27 février. Né en 1917, il s'était distingué en tant que résistant durant la seconde guerre mondiale mais aussi en tant que diplomate, après celle-ci. Il avait participé à l'élaboration de la charte des droits de l'homme et du citoyen. Mais c'est surtout son manifeste « Indignez-vous ! » qui lui aura permis d'atteindre une notoriété planétaire. Dans cet ouvrage, Stéphane Hessel délivre un message fort sur la nécessité pour les nouvelles générations de préserver intacte leur capacité d'indignation. Sorti en 2010, le livre est traduit en plusieurs langues et vendu à des millions d'exemplaires et inspira, notamment en Espagne, le mouvement dit des « Indignés ». Le décès de Stéphane Hessel étant survenu quelques heures avant le bouclage du présent numéro de la revue Pro J, nous avons voulu, dans le présent édito, saisir l'occasion pour rendre un dernier hommage à ce grand homme.

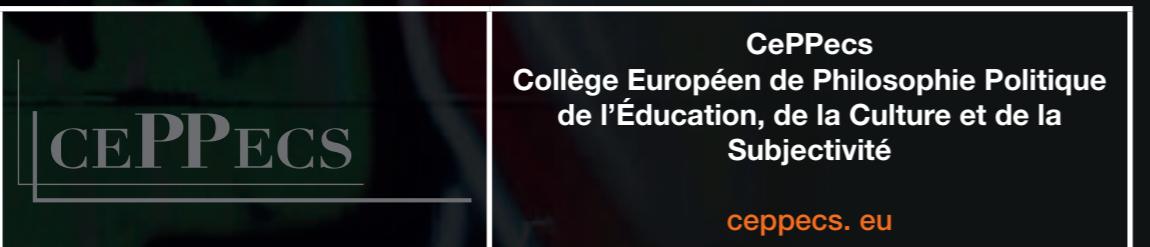
À l'exception des quelques réactions haineuses de ses détracteurs les plus féroces, sa disparition suscita des multiples commentaires élogieux. Cela est parfaitement compréhensible compte tenu de la vie et l'œuvre de Stéphane Hessel. Toutefois, le meilleur hommage que l'on puisse faire à Stéphane Hessel n'est pas tant de l'élever au rang d'icône mondiale forçant l'admiration quasi unanime ou d'en faire une sorte de Che Guevara nonagénaire célébré par les bien-pensants. Non, le meilleur hommage que l'on puisse lui faire est incontestablement d'endosser son message et de le faire en étant conséquent. Cela est d'autant plus possible que son discours reste étroitement chevillé à l'actualité. Stéphane Hessel écrivait par exemple ceci: « On nous dit que l'État ne peut plus assurer les coûts de ces mesures citoyennes. Mais comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Sinon parce que le pouvoir de l'argent, tellement combattu par la Résistance, n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'État. Les banques désormais privatisées se montrent d'abord soucieuses de leurs dividendes, et des très hauts salaires de leurs dirigeants, pas de l'intérêt général. L'écart entre les plus pauvres et les plus riches n'a jamais été aussi important ; et la course à l'argent, la compétition, autant encouragée. »

En tant qu'organisation progressiste, cela nous interpelle, notamment au vu des situations dramatiques que connaissent aujourd'hui certains pays du sud de l'Europe. ProJeuneS a tenu à marquer sa solidarité avec le peuple grec en lutte contre l'austérité en envoyant des représentants à Athènes, en décembre dernier, pour rencontrer des militants de gauche sur place. L'un d'eux Moisis Litsis, journaliste, est explicitement menacé par *Aube dorée*, groupuscule néonazi violent devenu, après l'imposition des politiques d'austérité, la troisième force politique du pays. La mission en Grèce est relatée dans les lignes qui suivent ou vous trouverez également un communiqué de solidarité avec Moisis Litsis.

Outre la partie de ce numéro consacrée à la Grèce qui est répercutée en première page, Pro J ouvre comme à son habitude ses colonnes aux organisations membres de ProJeuneS. Cette fois c'est Excepté Jeunes, les Faucons Rouges et la Ferme des castors qui ont apporté leur contribution. Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Carlos Crespo
Secrétaire général
Guéric Bosmans
Président
02.2013





La personnalité contemporaine et l'état-limite : de curieuses similitudes



Certains lecteurs du numéro précédent de la revue Pro J peuvent avoir trouvé exagéré le rapprochement opéré par l'auteur entre la figure de Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, mis en scène par David Fincher dans *The Social Network*, et une catégorie psy très en vogue aujourd'hui, les personnalités dites « borderline »¹. Après tout, nous ne savons pas si Mark Zuckerberg a jamais entamé une psychothérapie ou s'est vu prescrire des médicaments psychotropes et le film ne nous en dit rien. Par contre, il y a de bonnes raisons de s'interroger sur les curieuses similitudes qu'à doses diverses chacun peut observer, en lui et autour de lui, entre certains traits de la personnalité contemporaine et les symptômes majeurs que les psys repèrent chez leurs patients « borderline » : difficultés à contrôler ses émotions, impulsivité, sentiments de vide, peur de l'abandon, instabilité des relations. C'est cette interrogation de fond que je voudrais mener dans ce texte².

Peu de gens, parmi les professionnels œuvrant dans le secteur, contesteront que le champ psychopathologique soit engagé aujourd'hui dans un processus de complète redéfinition. L'apparition puis le développement des troubles de la personnalité borderline en est certainement un des traits les plus marquants. Citons ici le résumé qu'en proposent Bernard Granger et Daria Karaklic dans le petit livre qu'ils lui ont consacré : « L'histoire du trouble de la personnalité borderline est complexe, chaotique. Cependant, de grandes lignes se dessinent. Il s'agit initialement d'une pathologie ou de symptômes n'entrant pas dans les cadres classiques de la typologie freudienne répartissant les structures de la personnalité entre les structures psychotique, névrotique et perverse. À partir des travaux psychanalytiques, on a caractérisé un type de personnalité où étaient présents des symptômes certes psychotiques, mais de très courte durée et secondaires par rapport à d'autres tels que l'impulsivité, l'instabilité, la tendance à la

1| Hélène Lacroix, *Mark Zuckerberg psychanalysé par David Fincher: borderline ou hypercontemporain*, Pro J n° 4, décembre-février 2013 (www.ceppecs.eu/?p=1148).

2| Le titre de cet article est emprunté à celui d'une journée de formation donnée le 21 janvier 2013 par le psychiatre Bernard Fourez et moi-même au Centre d'Étude de la Famille du Département de psychiatrie du Centre Hospitalier Universitaire Vaudois de Lausanne.

dépression, la crainte de l'abandon. Ce sont ces critères qui ont permis de définir le trouble de la personnalité borderline dans le DSM-III paru en 1980. Les très nombreux travaux menés depuis à partir de ces critères ont montré la validité de ce concept, tout en permettant d'en définir des sous-types et des facteurs de bon pronostic »³.

La psychopathologie historique comme méthode

Se pose d'emblée ici un problème de méthode : comment comprendre l'apparition de nouvelles maladies mentales si on les suppose logées dans un organe, le cerveau, qui est resté le même depuis quelques dizaines de milliers d'années ? Dans leur majorité, les cliniciens contemporains semblent indifférents à cette question, indifférence qui s'inscrit à mon sens dans un processus d'involution généralisée de la démarche clinique en psychiatrie. Le moment 1900 avait représenté avec Janet et plus encore Freud, un considérable progrès dans la compréhension du psychopathologique susceptible à long terme de transformer le statut même de la connaissance psychiatrique en ouvrant une fenêtre sur les mécanismes internes du psychisme malade mais aussi, par ricochet, normal. Avec Freud, c'est à l'intérieur du malade lui-même qu'il fallait chercher les ressorts de sa propre mise en cause et de la souffrance qu'elle génère. C'est dans le travail que le sujet effectue sur lui-même qu'il s'attaque et se défend par le dedans (d'où par exemple l'importance donnée aux « mécanismes de défense »).

La psychothérapie devait donc tenter d'élucider, derrière et en dessous des symptômes objectifs, comment s'opère cette remise en cause et ce qu'elle signifie⁴. Or, c'est bien cette visée d'élucidation et de vérité qui s'estompe voire disparaît dans le champ psychothérapeutique à partir de la fin des années 1970 au profit d'une négociation avec les symptômes visant l'efficacité comportementale. Détailler les tenants et aboutissants de cette transformation de la clinique dépasserait le cadre de ce texte dont ce n'est pas à proprement parler l'objet⁵.

La désymbolisation

Constatons seulement que cette transformation s'inscrit dans un processus bien plus large qui touche toutes les dimensions de l'existence aussi bien collective qu'individuelle.

3| Bernard Granger et Daria Karaklic, *Les borderline*, Odile Jacob, 2012, p. 24

4| Pour un exposé plus détaillé de cette transformation, voir la préface que consacre Marcel Gauchet à l'ouvrage de Gladys Swain, *Le sujet de la folie*, (Calmann-Levy, 1997), préface intitulée « De Pinel à Freud », p. 49-53

5| J'en ai proposé une interprétation d'ensemble dans ma thèse de doctorat, *L'efficacité symbolique dans les psychothérapies*, Louvain-la-Neuve, 1993, p. 171-183





uelle et dont elle ne représente qu'un aspect particulier, à savoir le processus de *désymbolisation*, une altération de la fonction symbolique qui affecte en profondeur les ressorts de l'humain et autorise à parler de véritable mutation anthropologique. On peut définir ce processus simplement comme ceci: dans les anciennes sociétés, la signification symbolique des choses et des êtres était donnée par la culture, elle était explicite et passait au premier plan avant même l'usage qui pouvait en être fait. Comme me le faisait récemment remarquer une amie, il suffit pour s'en rendre compte de consulter les pages *Facebook* de ses amis africains. Les objets qu'ils postent sur leurs pages n'y ont pas le même statut que pour nous. Pour nous, l'artifice humain est d'abord matériel, fonctionnel, rationnel et technique. La matérialité passe au premier plan, la signification est reléguée au second plan, elle passe dans l'implicite.

Jusqu'à un certain point, il faut le signaler, ce changement de statut du symbolique est une conséquence directe de notre condition moderne, en tant que condition historique. Puisque non seulement le monde change mais que nous nous organisons consciemment en fonction et en vue de ce changement, un travail infini est nécessaire pour donner un sens aux choses qui changent et qu'il faut redéfinir d'une époque à l'autre. Le travail des sociologues pourrait se définir à partir de là: un interminable travail d'explication de ce qui est implicite dans le mouvement même de la vie sociale. Prenons un exemple dans notre domaine de recherche: dans le monde ancien, on passait directement, via les fameux rites de passage, de l'état d'enfance à l'état adulte. L'adolescence n'existeait tout simplement pas. Le mot même d'adolescence apparaît vers 1900, il s'élargit ensuite de plus en plus (on parle de post et de préadolescence puis d'adulescence) et semble finalement s'évaporer (on dira plutôt aujourd'hui: « les jeunes », une catégorie qui court de 12 à 30 ans). Mais, poussée à la limite, la désymbolisation nous enferme dans une impasse et une contradiction: la tentation d'ignorer purement et simplement le registre des significations dont est fait notre mental, c'est-à-dire notre seul accès possible au monde humain et à ce que nous appelons la culture. Ainsi par exemple des centaines de milliers de touristes occidentaux vont chaque année se pâmer devant les ruines du *Machu Picchu* sans s'émouvoir un seul instant sur ce formidable objet de culture qu'est la machine volante qui les transporte en masse: pour nous, hypermodernes, un avion sert à se déplacer rapidement, il ne signifie rien! Les significations symboliques passant dans l'implicite, c'est l'individu hypermoderne qui, aidé ou non par ces experts en significations symboliques que sont les sociologues, est chargé de la tâche autrefois dévolue à la culture de réexpliciter les significations collectives. Car celles-ci

ne disparaissent évidemment pas purement et simplement au profit des significations exclusivement individuelles. Pour m'en tenir à mon exemple précédent, un avion c'est aussi le signe tangible de la puissance créatrice de l'humanité et de sa capacité à s'affranchir des limites que lui impose sa nature, mais qui aujourd'hui, à part quelques philosophes, se soucie encore de cela? C'est, me semble-t-il, à l'intérieur de ce processus global que s'inscrivent les évolutions récentes de la discipline psychiatrique, comme s'il n'y avait d'autre alternative que, soit de s'accrocher désespérément aux cadres anciens, balisés par Freud et Lacan, qui se définissaient en termes de significations, soit de se soumettre aux diktats fonctionnalistes des DSM successifs.

La bonne méthode pour sortir de ce dilemme infernal, revenons-y, consiste selon nous, non pas à se précipiter pour délimiter de nouvelles entités cliniques, comme le fait par exemple Bernard Granger, mais à cerner préalablement une zone beaucoup plus large de nouveaux problèmes et de nouvelles difficultés existentielles à l'intérieur de laquelle situer les nouvelles pathologies. C'est d'ailleurs de cette façon que s'est historiquement constituée la catégorie centrale du freudisme: la névrose. Les angoisses et les tourments qui définiront plus tard le névrosé touchent d'abord les artistes modernes vers la moitié du xix^e siècle, atteints, selon l'expression qu'emploie Jean-Paul Sartre dans le troisième tome de son livre sur Flaubert, de « névrose objective » ou « névrose professionnelle ». Ce n'est que plus tard, et en partie en fonction de ce mouvement culturel, qu'elles se verront attribuer un nom en médecine mentale. C'est la même perspective historique que proposait Marcel Gauchet dans les fameuses conférences sur la personnalité contemporaine données à Louvain-la-Neuve en 1994 et reprises ultérieurement sous le titre « *Essai de psychologie contemporaine, I et II* »⁶.

L'individu de droit

Il me faut ici dire un mot quant à la place centrale que j'accorde à cet auteur. Il n'est certes pas le seul parmi les sociologues à s'être attaqué au problème des nouvelles patholo-

⁶ Dans les Débat n° 99 et 100 puis dans *La démocratie contre elle-même*, 2002, p. 229-295

gies⁷. Mais il est le seul, à ma connaissance, à avoir placé les droits de l'individu, nos fameux droits de l'homme, à la source et au centre des transformations impressionnantes dont notre monde est le théâtre depuis 1980. Pour les sociologues, en vertu de leur axiome de base (pas d'individus sans société ni de société sans individus), les individus primitivement libres et égaux qui apparaissent dans les philosophies du contrat social des xvii^e et xviii^e siècles (Hobbes, Locke, Rousseau) sont des êtres de pure fiction théorique: l'individu concret et réel est nécessairement produit par la société dont il fait partie. L'importance accordée par Gauchet à cette question procède directement de la clarification décisive qu'il opère dans son œuvre générale quant à la question de la religion et de l'ordre légitime qui en découle. Il n'y a en effet que deux manières pour l'humanité de fonder la légitimité des institutions: soit elles reposent sur la volonté des dieux, soit sur la volonté des hommes, tout ordre légitime procédant dès lors de leur libre accord.

En d'autres mots, c'est aux individus vivant au présent qu'il revient en droit de changer ou de ratifier les institutions existantes. La Révolution française, comme révolution des droits de l'homme, consacre cet individu de droit⁸ qui ne cessera, depuis lors, de jouer un rôle croissant dans tous les aspects de la vie humaine: citoyenneté dans le registre politique, entrepreneuriat et salariat dans le monde du travail, mariage d'amour fondé sur le consentement mutuel, importance croissante accordée à la psychologie et à ceux qui en font profession, qui est en quelque sorte la face intérieure de ces transformations extérieures, nous y reviendrons.

L'individualisation comme phénomène social

Car, on ne le rappellera jamais assez, la montée en puissance de l'individu est avant tout un phénomène social d'attribution voire d'imposition par le collectif du statut d'individu. On peut dès lors caractériser la dernière vague d'individualisation datant de la fin des années

⁷ Ainsi Alain Ehrenberg dans *La Fatigue d'être soi* et, récemment, Pierre-Henri Castel *La fin des coupables*.

⁸ Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789: Article 1: Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Article 2: Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.

1970, comme l'universalisation de ce statut juridique d'individu et son attribution à ceux qui en étaient jusque-là dépourvus: les femmes, les enfants, les jeunes. Ainsi, ce qui avait paru impraticable et utopique après 1789 est devenu aujourd'hui la réalité concrète dans laquelle nous baignons quotidiennement: tous les rapports humains, qu'il s'agisse du rapport de soi à soi, de soi avec les autres ou de soi avec la collectivité, sont réglés par cette norme fondamentale qui tend à éclipser toutes les autres (d'où, par exemple, le triomphe dans notre monde de ces deux véritables mots de passe: respect et tolérance). Mais, pour bien saisir le caractère paradoxal de ce nouvel individualisme et la rupture radicale qu'il représente par rapport à la période antérieure, il faut faire intervenir un second processus lié à celui-ci. Formulons-le ainsi: cet individu qui se vit et se pense détaché de la société est et reste un être de part en part produit par la société. C'est la société qui l'a peu à peu délesté, en partie imaginairement, de ses obligations et de ses appartenances, la famille étant la dernière institution à céder sous la pression de l'histoire (et cela, il faut le rappeler en passant, au moment même où la « thérapie familiale » prend son essor).

Cette déliaison des individus a en quelque sorte représenté une *joint-venture* impliquant à part égale les courants idéologiques libéraux et socialistes qui, sur deux siècles, se sont littéralement partagé le travail: c'est le libéralisme qui au xix^e siècle a le plus contribué à détacher les individus de leurs appartenances communautaires mais c'est le socialisme qui, face à la crise du libéralisme (1880-1914), a fait prendre conscience que cet individu n'en était un que produit et protégé par la société⁹. Ne prenons en compte que trois institutions majeures du xx^e siècle: l'éducation, la consommation, l'information. Ensemble, elles concourent à produire un être capable de se mouvoir par lui-même dans un monde complexe dont il doit pouvoir maîtriser les codes collectifs de base.

Au bout du compte, ce que nous nommons paresseusement nos *État-providence* ont fini par créer une forme inédite de cohésion collective. Un lien de société qui semble à ses membres d'une telle solidité qu'ils n'ont plus à s'en préoccuper en conscience. Une forme de cohésion collective reposant sur un socle politique, juridique, technique, économique d'une telle efficacité qu'elle semble être à même de se passer du concours des individus tant elle paraît marcher toute seule, indépendamment de leur contribution consciente et volontaire. Des individus d'ailleurs qui n'expriment leur adhésion inconsciente

⁹ Je parle ici bien sûr de la version normale du socialisme, la social-démocratie. La version totalitaire, qui en est la face pathologique, ayant précisément cru nécessaire de faire l'impasse sur les droits des individus.



au collectif que lorsqu'il « dysfonctionne » et semble alors, comme s'il les prenait par surprise, entraver leur liberté au moment même où il les replonge dans un bain collectif fait de frustration et désarroi. Quoi ? Un volcan islandais est capable de bloquer des millions de passagers aériens ! Quoi ? Un constructeur italien de trains à grande vitesse s'avère incapable de fournir du matériel fiable ! Ou, autre exemple assez amusant, nos journaux titrant en chœur lors de la crise financière de 2008 : *le retour de l'État* (je me suis toujours demandé où il avait bien pu partir pendant toutes ces années !)

On ne peut manquer de faire le lien avec la première partie de cet exposé. L'« accès au symbolique » - expression que j'utilise évidemment dans un sens tout à fait différent de celui des lacaniens - est rendu d'autant plus difficile qu'il ne trouve aucun soutien politique ni dans la gauche socialiste ni dans la droite libérale, et on comprend bien pourquoi ! La désymbolisation a encore de beaux jours devant elle.

Nouveaux dilemmes, nouveaux conflits

Voilà, me semble-t-il, l'ensemble des données historiques et sociales qu'il faut avoir à l'esprit si l'on veut comprendre de quoi est fait psychiquement ce nouvel individu hautement paradoxal. On a affaire à un individu présentant d'un côté un certain nombre de traits psychologiques de l'individu de « l'état de nature » cher aux philosophes du contrat social : un individu totalement indépendant, libre de se conduire comme il l'entend en fonction de ce droit antérieur et extérieur au lien de société. Mais, d'un autre côté, un individu hypersocialisé qui ne doute à aucun moment de la solidité des collectifs dans lesquels il est inscrit jusqu'au plus profond de lui-même.

Ainsi se dessine un nouveau type de conflit intérieur très différent du conflit entre un ça et un surmoi qui caractérisait le névrosé, un conflit entre une volonté consciente d'indépendance et une dépendance inconsciente et impensée envers la société. Je précise qu'il ne s'agit pas ici de philosophie politique théoricienne. Ce dilemme indépendance-dépendance, nous l'avons scruté et observé au microscope pendant plus de dix ans dans le séminaire de psychopathologie historique de Louvain-en-Woluwe que j'anime avec Bernard Fourez.

Ce nouveau dilemme permet de rendre compte de la centralité de l'adolescence dans la problématique psychiatrique contemporaine tant l'immaturité qui la caractérise pourrait faire figure de paradigme du trouble mental en régime d'hyper-modernité. Il était certes typique de l'adolescent « classique », qui prend figure en 1900. Mais la ressemblance n'est que de façade. L'adolescent était cet être déchiré entre l'injonction nouvelle faite aux

jeunes de produire un avenir différent, supposant l'indépendance vis-à-vis de leurs parents, et la frustration liée à leur dépendance prolongée due principalement à l'allongement de la scolarité. Ils étaient orientés vers un monde à produire, sommés en quelque sorte d'y prendre leur place au plus tôt, et on les empêchait d'y entrer, sexuellement et politiquement. Mais, pour l'adolescent, les deux termes du conflit, dépendance et indépendance, étaient consciemment posés comme antagonistes et sources de violentes tensions. Rien de tel chez le nouvel adolescent (ou adulescent) chez qui dépendance et indépendance semblent coexister sans problème, une structure psychique qu'illustre avec brio le film *Tanguy* qui n'a pas pour rien fait mouche d'un seul coup et a d'emblée servi à désigner un « phénomène de société ».

Sauf que notre clinique nous a permis d'observer cette nouvelle difficulté à tous les âges de la vie, du berceau à la mort. Le dilemme est présent dès les premières années de la vie et redéfinit en profondeur les conditions mêmes dans lesquelles s'exerce l'entreprise éducative. Pour les « nouveaux parents », tout doit être fait dès la naissance pour développer au maximum une autonomie qui, par définition, n'existe pas chez le nouveau-né. Leur posture éducative risque donc d'osciller sans cesse entre le laisser-faire, supposé favoriser un développement maximal de cette autonomie posée comme un idéal, et des attitudes d'hyperprotection visant à préserver l'enfant de tout ce qui pourrait brimer ou entraver cette autonomie. Quant aux enseignants, ils ont en face d'eux des êtres précocement individualisés qui ont été d'emblée posés comme des individus (ils ont, par exemple, annoncé eux-mêmes leur venue au monde dans des faire-part du type : « J'arrive »). Et, par là même, ne pouvant voir dans l'éducation autre chose qu'une auto éducation qui dévalorise voire exclut toute inculcation et toute transmission de la part de l'enseignant.

C'est un dilemme du même ordre que l'on retrouve dans les pathologies addictives, en plein essor on le sait, auxquelles il conviendrait de consacrer une étude à part entière. Cet être épris d'indépendance est aussi un être qui adhère tellement à lui-même qu'il finit par tomber dans une curieuse dépendance :



la dépendance vis-à-vis de lui-même, une sorte d'auto-esclavage en sorte¹⁰.

La personnalité contemporaine

Au bout de ce type de socialisation, émerge ainsi une personnalité totalement inédite que ramassent ces quelques lignes de l'essai de psychologie contemporaine évoqué plus haut: « La caractéristique fondamentale de la personnalité contemporaine serait l'effacement de cette structuration par l'appartenance. L'individu contemporain aurait en propre d'être le premier individu à vivre en ignorant qu'il vit en société. Le premier individu à pouvoir se permettre, de par l'évolution même de la société, d'ignorer qu'il est en société. Il ne l'ignore pas, bien évidemment, au sens superficiel où il ne s'en rendrait pas compte. Il l'ignore en ceci qu'il n'est pas organisé au plus profond de son être par la précédence du social et par l'englobement au sein d'une collectivité avec ce que cela a voulu dire, millénairement durant, de sentiment de l'obligation et de sens de la dette. L'individu contemporain, ce serait l'individu déconnecté symboliquement et cognitivement du point de vue du tout, l'individu pour lequel il n'y a plus de sens à se placer au point de vue de l'ensemble »¹¹.

Une telle proposition, notons-le bien, exige de séparer soigneusement deux niveaux de réalité qui se sont complètement dissociés dans nos sociétés: le niveau social proprement dit qui est passé dans l'inconscient et le niveau interpersonnel, le rapport qu'entretient l'individu avec ceux que les sociologues américains nomment les « *significant others* », un rapport interpersonnel qui, à l'inverse du rapport social, est consciemment vécu et activement travaillé, par exemple à l'intérieur de ce que nous nommons à tort des « réseaux sociaux ».

Dans les deux cas, c'est bien le conflit et le partage entre dépendance et indépendance qui fait problème mais il se présente très différemment selon les deux registres. Au niveau du rapport social et vis-à-vis de la collectivité, l'individu contemporain, nous l'avons montré plus haut, est sans cesse divisé entre une demande infinie et une affirmation sans limite de son indépendance qui lui fait percevoir les obligations collectives comme d'agaçants obstacles qui l'empêchent d'être lui-même, ce qui l'amène à endosser très volontiers le rôle de victime. Dans ses rapports avec les autres, au niveau du rapport interpersonnel, l'investissement affectif conscient est par contre énorme. Il est travaillé par un besoin insatiable

de reconnaissance de la part des autres. Car, c'est le paradoxe, une singularité n'existe que si elle est reconnue. Cette lutte pour la reconnaissance, très tôt détectée par Hegel, l'amène à osciller sans cesse entre une peur des autres, à propos desquels il ne sait jamais quelles peuvent être ses attentes, et une peur d'abandon par les autres si indispensables à son existence psychique d'individu singulier.

Différents dans leur principe et leurs manifestations, ces deux niveaux d'existence se rejoignent cependant *in fine*. Ce qui les rassemble, c'est l'aversion de l'impersonnel et de l'anonymat de la société qui nous fait exister comme « un parmi d'autres ». Ce qui donne, à côté du rôle très convoité de victime, une autre figure de proue de la société des individus: les « *People* », ces êtres exceptionnels qui sont parvenus à transfigurer l'univers impersonnel de la société en un domaine hautement personnel où ils sont « reconnus » au sens le plus élémentaire du terme.

Victimes et *People* sont d'ores et déjà devenues les deux figures centrales du paysage audiovisuel et médiatique contemporain. Mais c'est à la même racine, on pourrait le montrer, que vont puiser d'autres traits de notre monde, particulièrement importants dans la clinique contemporaine: ainsi l'omniprésence des thèmes de la « confiance en soi » et de l'« estime de soi ». Pour avoir confiance en soi, il faut pouvoir faire confiance à d'autres que soi qui, en retour, vous accordent leur confiance. Quant à l'estime de soi, elle pourrait bien n'être qu'une demande déguisée d'estime des autres, nous extrayant du doute torturant qui taraude le monde des individus purs: quelle est réellement la valeur que j'ai aux yeux des autres. C'est la première question que pose Bernard Fourez à ses patients qui se plaignent de manquer de confiance en eux: avez-vous déjà fait confiance à quelqu'un d'autre que vous?

Lorsque l'ensemble de ces traits sont mis bout à bout, la ressemblance avec les tableaux cliniques que nous nommons borderline se précise peu à peu. Répétons-le encore une fois: la méthode de mise en miroir que nous proposons n'efface nullement la différence entre le normal et le pathologique. Ces difficultés inédites, que génère la nouvelle articu-

lation de l'individuel et du collectif qui prévaut depuis trente ou quarante ans ne produisent pas, loin de là, que des pathologies et des souffrances psychiques. Même s'il faut bien le reconnaître, les enquêtes épidémiologiques dont nous disposons indiquent une lente mais inexorable montée en puissance du mal-être, indépendamment d'une sensibilité accrue à ce mal-être psychique qui est par ailleurs, c'est vrai, très largement devenu le code obligé et le langage commun aptes à donner un visage à la finitude humaine¹².

En tout état de cause, il me semble difficile de lire le texte qui sert de quatrième de couverture au livre déjà évoqué de Bernard Granger sans y reconnaître fut-ce un minimum les traits de personnalité propres au contemporain: « Une personnalité borderline, c'est quelqu'un qui est d'humeur changeante, qui a des émotions intenses et excessives, une altération de la perception et du raisonnement. Elle peut éprouver un sentiment d'abandon, de persécution, voire de vide, s'automutiler, et même attenter à sa vie ». On peut assez aisément y déchiffrer les trois noyaux de troubles susceptibles d'affecter cet individu « déconnecté symboliquement et cognitivement du point de vue du tout »: des troubles de l'identité, des troubles du rapport à l'autre, des troubles de l'agir.

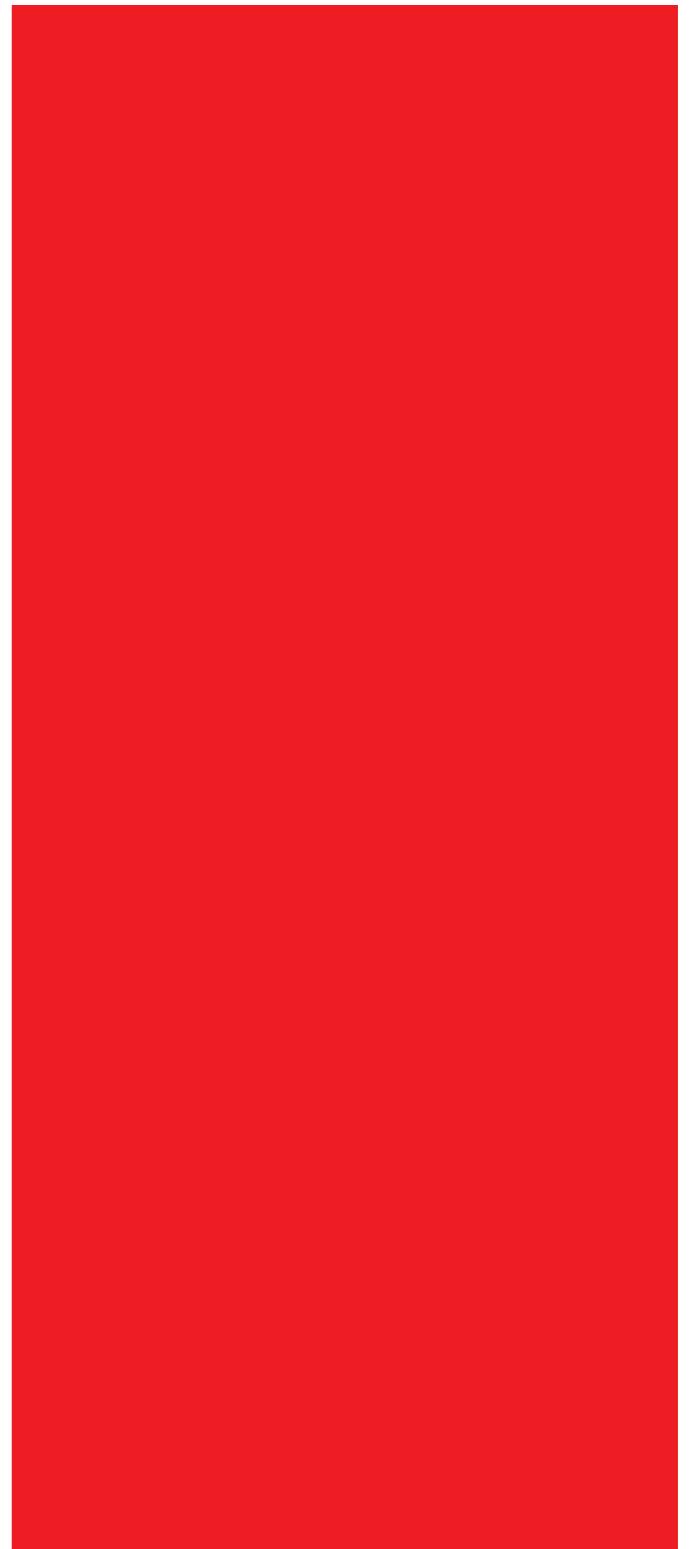
Comme le rappelait Bernard Fourez lors du séminaire de Lausanne, si les analyses qui précèdent ont une certaine pertinence, elles impliquent une inflexion majeure en matière d'orientations thérapeutiques. Née à la fin du xix^e siècle, la psychothérapie s'est toujours inscrite et s'est toujours comprise elle-même comme partie prenante de la vaste entreprise d'émancipation des individus à l'intérieur de laquelle elle s'inscrivait. Mais c'est un autre monde et d'autres abîmes qui s'ouvrent sous nos pas quand s'achève la phase de transition qui nous a fait passer en cinq siècles de l'hétéronomie à l'autonomie. Peut-être les thérapeutes d'aujourd'hui et de demain devraient-ils dès maintenant contribuer à leur manière à cette nouvelle tâche: faire redécouvrir à l'individu ces dimensions de l'imperson-

10| J'ai abordé la question sous cet angle en 2009 dans: *Qu'est-ce que la cyberdépendance ?* www.ceppecs.eu/?p=168

11| Dans les Débat n° 99 et 100 puis dans *La démocratie contre elle-même*, 2002, p. 253-254.

nel, du public, du commun, du général dont le naufrage programmé ne peut qu'anticiper le sien.

Jean-Marie Lacrosse



ProJeuneS à Athènes, décembre 2012

Du 19 au 21 décembre 2012, une délégation de ProJeuneS s'est rendue à Athènes, afin de témoigner sa solidarité au peuple grec en lutte contre l'austérité imposée par la Troïka. La délégation était composée de Guéric Bosmans (président de ProJeuneS), Carlos Crespo (secrétaire général de ProJeuneS), Céline Moreau (coordinatrice des Jeunes FGTB) et Coline Maxence (coordinatrice de Latitude Jeunes).

Nous avons alimenté un blog* consacré à ces quelques jours passés dans le chaudron de la résistance à l'austérité en Europe. Le texte qui suit, légèrement adapté, a déjà été publié sur le blog que nous avons alimenté pendant notre séjour.

* Voir: projeunes-athenes.blogspot.be



Athènes, décembre 2012: des impressions

Mon précédent séjour à Athènes date d'il y a à peine deux mois et dans ce laps de temps, la situation s'est – encore – aggravée de manière visible. Le nombre de sans-abri et de mendiants, par exemple, est frappant, alors que 80 % des Grecs sont propriétaires de leur logement. Les trottoirs du centre d'Athènes sont remplis de marchands ambulants qui vendent la production de leur potager ou le contenu de leur grenier. Les rues et les places sont envahies par les chiens adespotes (sans-maîtres).

À l'exception de la rue commerçante Ermou (l'équivalent de la rue Neuve à Bruxelles ou de la rue de Rivoli à Paris) et du marché aux puces du quartier touristique de Plaka, les magasins fermés et abandonnés sont légion. Devant les maisons, des stocks de bois de chauffage, car le fioul est devenu inabordable et le gouvernement vient d'instaurer une nouvelle taxe sur l'électricité perçue directement à la source.

À Omonoia, une petite crèche, surveillée du coin de l'œil par quelques policiers en faction au centre de la place. C'est bien la seule activité, car plus aucun café ou commerce ne semble ouvert. À l'exception de quelques kiosques, où l'on peut trouver, en plus d'une multitude de journaux grecs pro-gouvernementaux, la presse étrangère. Outre les habituels *Financial Times*, *International Herald Tribune*, *Libération*, *Le Monde*, *The Guardian*, *Die Welt*... on y trouve également la *Griechenland Zeitung* et la *National Zeitung*. La première est visiblement un journal grec écrit en allemand, forme contemporaine de presse coloniale; la seconde est un journal allemand d'extrême droite... Froid dans le dos!

Alors que je m'apprête à continuer ma déambulation vers Metaxourgeio, mon attention est attirée par le bruit familier d'une manifestation. Je me dirige donc vers le petit groupe d'une centaine de personnes. Ne comprenant pas grand-chose aux slogans et discours, et ne pouvant identifier de drapeau connu, je ne m'éternise pas et poursuis mon chemin vers Syntagma, la place de la constitution. Sur le chemin, la police est omniprésente.

Arrivé à Syntagma, j'y découvre la patinoire et les décos de Noël installées par la mairie... et dont personne semble n'avoir que faire. Quelques patineurs; un Père Noël pas-

sablement désœuvré; des représentants d'une société de télécommunications qui tentent désespérément de vendre leurs produits; une équipe de l'université d'Athènes qui effectue des mesures de qualité de l'air, laquelle s'est fortement détériorée suite au retour du bois de chauffage.

Le *Costa Coffee*, où j'avais bu un café début novembre avant de prendre le bus pour l'aéroport, est fermé. L'entreprise est en passe de quitter la Grèce, tout comme *Carrefour* l'a déjà fait il y a plusieurs mois. Je me mets à la recherche d'un autre endroit pour boire un café et je retrouve la manifestation de ce matin.

Quelques heures de déambulation dans le centre d'Athènes donnent une énorme sensation de fin du monde. De fin d'un monde. Mais le peuple grec continue de lutter. Et développe de nouveaux mécanismes de solidarité.

Athènes, décembre 2012: des rencontres

Notre séjour à Athènes fut court mais nous avons eu l'occasion de faire une série de rencontres interpellantes et éclairantes pour comprendre ce qu'il se passe actuellement en Grèce. Nous avons donc eu l'occasion de rencontrer Moisis Litsis, ex-journaliste au journal indépendant *Eleftherotypia* et membre du bureau du syndicat des journalistes de la presse quotidienne; Yiannis Bourous, responsable du département politique européenne de Syriza; Kostas Kallergis, journaliste et réalisateur notamment d'un documentaire sur les graffitis politiques à Athènes et d'un autre sur la longue grève des aciéries; Ioannis Poupkos, responsable des jeunesse syndicales à la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE) et George Koutsakas du syndicat des employés de la Banque nationale de Grèce; Tassos Anastassidis, journaliste, syndicaliste et militant au sein de la coalition de gauche radicale Antarsya; et enfin Panagiotis Grigoriou, historien, anthropologue et blogueur.

Tous nous ont fait part du même constat: la Grèce est en train d'être détruite par la Troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Union européenne) et ses complices. La population est littéralement occupée à mourir. Mourir de faim car la faiblesse des salaires et les innombrables taxes ne permettent plus de se nourrir; mourir de froid (oui, il fait froid l'hiver en Grèce!) car le fioul est hors de prix (une nouvelle taxe a été instaurée sur l'électricité, condamnant la population à revenir au bois de chauffage, ce qui provoque des drames: récemment, trois enfants sont morts dans l'incendie de la maison de leurs grands-parents, suite à une mauvaise utilisation d'un poêle); mourir par manque de soins, suite à la suppression de nombreux hôpitaux,

l'absence de médicaments, l'exclusion d'une grande partie de la population de toute couverture sociale. La Grèce de ce début de XXI^e siècle, c'est un désastre humanitaire au cœur de l'Union Européenne. Ou, pour reprendre les propos de Moisis Litsis, un pays en voie de tiers-mondisation.

L'état-social qui existait en Grèce, même s'il n'était pas comparable à ce que nous connaissons en Belgique, a été méthodiquement détruit en deux (2!) ans sous les coups de boutoirs de la Troïka et de ses complices au sein du gouvernement. Aujourd'hui, en Grèce, les citoyens se retrouvent dans les files de l'assistance publique, des bureaux de Médecins du Monde ou de l'Église!

Mais il ne faut pas pour autant croire qu'il y aurait d'un côté la « mauvaise Troïka » et de l'autre la « gentille Grèce », comme nous le rappelle Yiannis dans les locaux de Syriza. Il s'agit bien d'un combat entre la classe ouvrière grecque et sa bourgeoisie. Sur un an, les profits des grandes entreprises ont augmenté de 19 %. C'est bien d'une guerre sociale qu'il s'agit, menée contre le monde du travail par la bourgeoisie grecque et la Troïka. Et comme dans toute guerre, il y a des morts ! L'objectif est de faire de la Grèce une zone franche en Europe, d'y importer les conditions de travail que l'on connaît en Chine. Et pas qu'en Grèce, mais également ailleurs en Europe. L'Espagne, le Portugal sont en train de vivre le même désastre. Avant le reste du continent, si nous restons sans réagir. C'est pourquoi tous nos interlocuteurs nous ont dit que le combat devait être mené au niveau européen. Que la « crise grecque » n'est pas le problème des Grecs, ou la « crise espagnole » le problème des Espagnols, mais bien un problème européen.

La propagande des gouvernements européens, docilement relayée par les médias *mainstream*, a dépeint la Grèce comme le *Club Med* de l'Europe et les travailleurs grecs comme d'indécrottables paresseux. Saviez-vous qu'en Grèce, actuellement, des milliers de travailleurs vont tous les jours au turbin sans garantie de toucher un salaire ? Saviez-vous que selon les statistiques officielles d'*Eurostat*, la Grèce était en 2008 le pays européen qui comptait la durée hebdomadaire du travail effectif la plus importante en Europe (41 heures pour 36,7 heures en Belgique ou 35,9 heures en Allemagne) ? Le message de Kostas Kallergis, par exemple, était de ne pas être naïf face aux stéréotypes propagés par les médias et de tenter de se mettre dans la peau des Grecs touchés par les mesures d'austérité.

Le spectre d'une nouvelle guerre civile a également été évoqué à de nombreuses reprises. En décembre 2012, la Grèce n'est pas redevenue une dictature mais une série d'éléments inquiétants sont bien présents : présence constante de la police, tolérance à l'égard des groupes

extrémistes, libertés prises avec la constitution... Kostas nous dit toujours pouvoir dire ce qu'il veut mais néanmoins réfléchir à ce qu'il dit et à qui il le dit. Panagiotis nous explique que des lieux de mémoire sont effacés : sur Syntagma (la place de la constitution, devant le parlement), les marques de sympathie ou de souvenir devant l'arbre où s'est suicidé, en avril 2012, un pharmacien de 77 ans en laissant une lettre d'adieu visant directement le gouvernement, ne sont plus autorisées. Rue du Stade, la plaque commémorative en mémoire de Sotiris Pétroulas, étudiant blessé par une grenade lors d'une manifestation et finalement assassiné par la police sous le régime des colonels, vient d'être enlevée.

La situation de la Grèce aujourd'hui est réellement dramatique, et est en passe de s'étendre à toute l'Europe si le monde du travail et les forces de gauche ne prennent pas conscience de l'enjeu et de la gravité de la situation. Quant au peuple grec, il continue de lutter. À la GSEE, Ioannis et George nous expliquent que la Grèce a connu 32 jours de grève générale depuis 2010. Sans compter toutes les grèves sectorielles ou dans les entreprises. Mais à quelques exceptions près, comme la grève des aciéries documentée par Kostas Kallergis et qui a donné lieu à un important mouvement de solidarité locale, nationale et internationale, toutes ces grèves furent courtes. Pourquoi alors ne pas avoir concentré ces grèves multiples en une grève plus longue ? La réponse des camarades de la GSEE est claire : parce que les travailleurs n'ont ni la force ni les ressources pour se lancer dans une longue grève. Les attaques de la Troïka, du gouvernement et des médias ; les longs mois de lutte ; la diminution des salaires ; les conditions d'existence à la limite de la survie ; tout cela ne permet plus de se lancer dans un mouvement d'ampleur.

C'est pourquoi, la meilleure manière dont nous pouvons exprimer notre solidarité avec la Grèce aujourd'hui, c'est de lutter contre les politiques d'austérité dans notre pays, ici et maintenant, avant qu'il ne soit trop tard !

Guéric Bosmans
Carlos Crespo
Céline Moreau
Coline Maxence

Qui sème l'Austérité récolte le nazisme

En décembre 2012, une délégation de ProJeuneS s'est rendue à Athènes pour une mission de solidarité avec le peuple grec en lutte contre les politiques d'austérité. Nous y avons rencontré un plusieurs militants progressistes, et parmi eux Moisis Litsis. Moisis Litsis a été un des principaux animateurs des huit mois de lutte exemplaire des travailleurs du journal *Eleftherotypia* et est actuellement membre du bureau du syndicat des journalistes de la presse quotidienne (ESIEA). Il est également membre fondateur d'AIS (le Comité grec contre la dette) et un des principaux initiateurs du Manifeste antifasciste européen. Comme toutes les rencontres que nous avons eu l'occasion de faire en Grèce, notre rencontre avec Moisis fut très marquante. Lors de notre entrevue, il avait pris le temps de nous dresser un interpellant panorama des enjeux actuels de la Grèce et de l'Europe, de la situation particulière des médias et du danger que constituent la montée et la normalisation du parti nazi *Aube Dorée*.

Aujourd'hui, Moisis Litsis est explicitement la cible de l'extrême droite. Car il est militant de gauche. Car il est syndicaliste. Car il est Juif. « Le magazine néofasciste *Stohos* a édité 'une note biographique' de Moisis mentionnant toutes ses activités politiques et syndicales pendant les deux dernières décennies. Sous le titre 'L'ESIEA (l'union des journalistes) a un Juif comme trésorier', on poursuit la diffamation clairement raciste avec la déclaration suivante : 'Il parle parfaitement hébreu, il adore l'Israël bien qu'il se déclare (mais qui peut le croire ?) antisioniste... ! Aux assemblées générales de l'ESIEA, au lieu de parler des problèmes des journalistes grecs, Moisis Litsis aime parler de l'Holocauste juif et de la nécessité de condamner *Aube Dorée*. »¹

De tels propos, de telles pratiques, ne peuvent engendrer que terreur chez tou.te.s les démocrates. Mais il s'agit là d'une étape de plus dans l'escalade en cours en Grèce. Le peuple grec, humilié et plongé dans la misère par les

¹ Communiqué du CADTM international, « Le ventre est encore fecond d'ouasurgilabêteimmonde », 25.02.2012, cadtm.org/Le-ventreest-encore-fecond-d-ou-a

politiques d'austérité imposées par la Troïka (UE, FMI, BCE) et exécutée docilement par le gouvernement, se tourne toujours plus vers les sirènes de l'extrême droite. Le parti nazi *Aube Dorée*, qui vivait depuis des dizaines d'années à l'état de groupuscule, est maintenant largement représenté au Parlement et constituerait selon les sondages, la troisième force politique du pays. Plus grave, ces nostalgiques du Troisième Reich sont largement tolérés par une grande part de la société grecque : présence organisée au sein des forces de police, opération de « nettoyage » dans les quartiers immigrés, manifestation de plusieurs milliers de personnes dans les rues d'Athènes, intimidations et agressions physiques de celles et ceux qui remettent en question leur idéologie et leurs modes d'action...

ProJeuneS, fédération des organisations de jeunesse socialistes et progressistes, considère qu'il est urgent de réagir avant qu'il ne soit trop tard. Trêve de condamnations convenues, d'indignations sur jouées ou de compassion distante à l'adresse du peuple grec. Les gouvernements qui soutiennent la politique d'austérité partout en Europe ont une responsabilité dans la création d'un terreau propice au développement de l'extrême droite et sont, par conséquent, complices de la montée du nazisme en Grèce, là où cette politique s'exprime de la manière la plus agressive. Il importe de mettre fin dans les plus brefs délais à cette politique sous peine de revivre les heures les plus sombres de notre histoire. Et personne ne pourra dire « on ne savait pas ». Il n'est pas encore tard mais il est plus que temps d'agir fermement pour éviter le pire.

Guéric Bosmans
Carlos Crespo

ProJeuneS contre le TSCG



Le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance a été adopté le 2 mars 2012 par 25 des 27 états membres de l'Union Européenne, le Royaume-Uni et la République Tchèque. L'article 3 prévoit que le déficit public structurel soit limité à 0,5 % pour chaque pays. Il s'agit du principe dit de la « règle » d'or des dépenses publiques.

Le traité prévoit également des mécanismes d'ajustement pour les états dont le déficit serait excédentaire. Les adeptes de l'orthodoxie budgétaire peuvent légitimement se satisfaire de la mesure, mais ceux qui considèrent que les dépenses publiques ont un rôle de stimulation de l'économie mais aussi de préservation de la solidarité et de la redistribution, doivent s'inquiéter.

L'équilibre des finances publiques est bien entendu un objectif louable en soi mais en l'absence d'une harmonisation fiscale au niveau européen et donc d'une capacité conséquente d'influer sur les recettes de chaque état, la seule marge de manœuvre existante réside en la réduction de dépense avec ce que cela implique de néfaste sur les politiques sociales.

Ce traité porté par la Chancelière Merkel a été soutenu par Nicolas Sarkozy. Leur degré d'implication dans l'adoption du texte a justifié aux yeux de certains de retenir la dénomination « Traité Merkozy ».

François Hollande avait été très clair lors de la campagne électorale en vue des présidentielles françaises. Il s'était engagé à ce que l'on constitue un « mandat du peuple français » pour renégocier le traité¹. Toutefois, après l'élection victorieuse pour la gauche française la *realpolitik* l'a emporté. François Hollande n'a pas obtenu la renégociation mais un bien faible « pacte pour la croissance »² qui a justifié sa capitulation devant le traité « Merkozy » redevenu opportunément le TSCG. L'assemblée nationale vota donc en octobre le texte³. L'aile gauche du PS vota contre la ratification du traité ainsi qu'une majorité de députés écologistes.

1| www.rue89.com/rue89-presidentielle/2012/03/17/la-gauche-europeenne-soutient-hollande-face-au-traite-merkozy-230303

2| www.lemonde.fr/idees/article/2012/06/27/la-supercherie-du-pacte-pour-la-croissance_1725420_3232.html

3| www.lepoint.fr/politique/l-assemblee-nationale-vote-la-ratification-du-traite-budgetaire-europeen-09-10-2012-1514849_20.php

Et la Belgique dans tout cela. Le Traité est en train d'arriver dans les différentes assemblées parlementaires supposées le ratifier. L'issue ne fait guère de doute même si Écolo fait un peu durer le suspense. Emily Hoyos, coprésidente d'Écolo annonce qu'elle veut des « garanties »⁴. Pas sûr que les verts belges obtiennent davantage que le Pacte pour la croissance.

Les syndicats ont pourtant exprimé leur opposition à ce traité⁵. L'associatif progressiste (avec notamment le MJS, les Jeunes FGTB et ProJeuneS) s'est également prononcé contre la ratification du texte⁶.

L'association *Vie féminine* quant à elle lancé un appel, cosigné notamment par des parlementaires PS et ECOLO, contre le TSCG⁷.

ProJeuneS a décidé de sensibiliser les responsables du PS sur l'importance de ne pas ratifier le Traité. Un courrier (publié dans les lignes qui suivent) a été envoyé. Affaire à suivre...

Le communiqué

À l'attention des parlementaires PS (copie conforme aux membres du bureau du PS)

Chers Camarades,
Chères Camarades,

Dans les jours à venir, vous serez amené.e.s à vous prononcer sur le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) en Europe. En tant que représentants d'organisations de jeunesse socialistes, nous vous appelons à ne pas ratifier ce Traité.

Le TSCG contient – à tout le moins – deux mesures dangereuses pour notre démocratie et notre bien-être.

Tout d'abord, la « règle d'or » (art 3 du Traité) qui durcit les critères de Maastricht en plafonnant les déficits publics à 0,5 % du PIB. Une telle disposition est purement idéologique et aura pour conséquence de priver les États européens de toute possibilité de mener une quelconque politique de relance véritablement ambitieuse.

Au contraire, elle renforcera la contraction actuelle de l'activité économique entraînant une diminution des rentrées fiscales d'une part et une augmentation des

4| www.rtbf.be/info/monde/detail_la-belgique-s-apprete-a-voter-le-traite-budgetaire-europeen?id=7923234

5| www.fgtb-wallonne.be/actualites/2012/11/06/pour-la-fgtb-et-la-csc-wallonnes-la-belgique-doit-rejeter-le-traite-budgetaire

6| www.projeunes.be/07_presse.php?id=209

7| www.viefeminine.be/IMG/pdf/Appel_de_feministes_belges_contre_le_Pacte_budgetaire-2.pdf

dépenses sociales d'autre part et donc un approfondissement du déficit public. À moins que la solution ne soit de diminuer drastiquement les dépenses sociales ou, en d'autres termes, de mettre petit à petit à mort notre état social!

En plus du carcan imposé par la « règle d'or », l'article 4 du Traité impose aux États dont la dette publique est supérieure à 60 % du PIB de réduire celle-ci à raison d'un vingtième par an. Vu la croissance quasi nulle que nous pouvons observer actuellement, respecter ce rythme nous mènerait, dans le moins pire des scénarios, à des décennies d'austérité! Il est clair que, dans cette hypothèse, toute perspective de relance et de transition énergétique serait exclue.

Enfin, accepter le TSCG reviendrait, pour les élus du peuple, à s'auto-saborder. Accepter ce traité, c'est accepter de mettre le budget de l'État et des entités fédérées sous le contrôle total des institutions européennes. Des instances qui ne sont élues par personne, mais auxquelles on donnerait tout pouvoir pour sanctionner les États qui ne respectent pas leurs diktats!

Notre état-social, dont nous sommes à juste titre très fiers, a été construit et conquis par le combat de tous et toutes rassemblé.e.s dans des organisations socialistes syndicales, mutualistes et politiques. Nous ne pouvons accepter de voir toutes ces conquêtes démantelées au nom d'un certain « réalisme européen ». Nous avons besoin d'un véritable projet pour l'Europe, d'un projet socialiste. Nous sommes tous opposés au projet d'une Europe libérale que les forces réactionnaires de droite veulent nous imposer.

Les hommes et les femmes de gauche doivent inciter à un changement démocratique dans les parlements nationaux et au Parlement européen. Refuser ce Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) en Europe est une première étape indispensable. C'est pourquoi nous vous demandons de vous y opposer par votre vote au Parlement.

Salutations socialistes et militantes.

Guéric Bosmans
Président de ProJeuneS

David Cordonnier
Président du Mouvement des Jeunes Socialistes

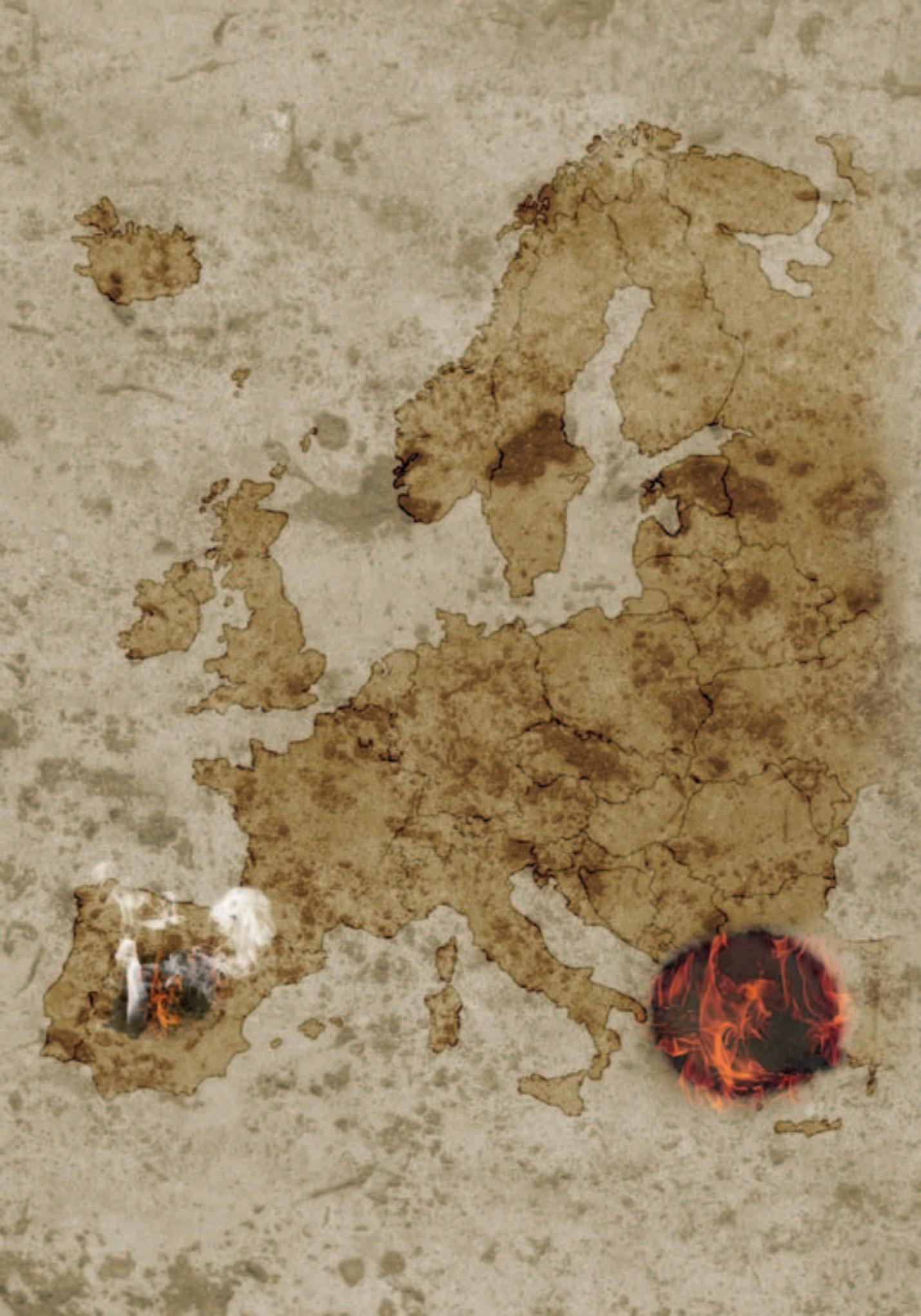
Coline Maxence
Secrétaire Générale de Latitude Jeunes

Céline Moreau
Coordinatrice des Jeunes FGTB

20



21





BRUXELLES *feedback*

bruxellesfeedback.blogspot.be

Bruxelles fait son *feedback*!

22



Dans le cadre de la « Quinzaine de l'Égalité des Chances et de la Diversité », ProJeuneS, en compagnie de *Latitude Jeunes* et des jeunes de l'association *Mentor Escale*, s'est lancé depuis le mois de septembre 2012, dans une nouvelle aventure appelée « *Bruxelles Feedback* ».

Il s'agit d'un projet où les revendications sociales et le travail culturel ont fusionné, pour donner naissance à une création radiophonique.

Bruxelles Feedback, c'est une pièce sonore, où se mélangent fiction et documentaire à partir d'un voyage imaginaire.

Ce voyage sonore, nous raconte l'histoire de Kamga, un jeune Camerounais de 17 ans qui décide un jour de quitter son pays pour l'Europe, à la recherche d'un avenir meilleur... Un long voyage entre l'Afrique et Bruxelles, où les aventures et les expériences de vie de Kamga, nous montrent les diverses problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes clandestins dans leur parcours migratoire.

Bruxelles Feedback c'est un portrait et une réflexion collective, créé par des jeunes, sur le parcours des *Mineurs Étrangers Non Accompagnés* (MENA). Un voyage sonore à travers des histoires, des lieux et des personnages, qui nous rappellent le vertige de l'exil et le quotidien d'une jeunesse, au sein d'une société qui n'est pas à la mesure de leurs rêves.

En effet, le projet est né suite à un constat concernant les conditions de vie très difficiles que vivent actuellement des dizaines de jeunes MENA (qui se trouvent principalement à Bruxelles), faute d'une véritable réponse politique à leurs besoins primaires.

À l'heure actuelle, dans beaucoup de cas, ils se trouvent en situation de réel danger. Le manque de structuration du réseau d'accueil a pour conséquence, une précarisation grandissante des jeunes.

Par ailleurs, du fait que la plupart de ces jeunes sont arrivés en Belgique très récemment, sans avoir ni famille, ni amis, et très souvent sans parler correctement une des langues nationales, ils se trouvent directement dans un contexte de fragilité sociale, qui entraîne stigmatisation et marginalisation.

Bruxelles Feedback cherche donc à sensibiliser, à informer et à déconstruire les stéréotypes des jeunes Belges, sur la situation complexe des Mineurs Étrangers Non Accompagnés en Belgique.

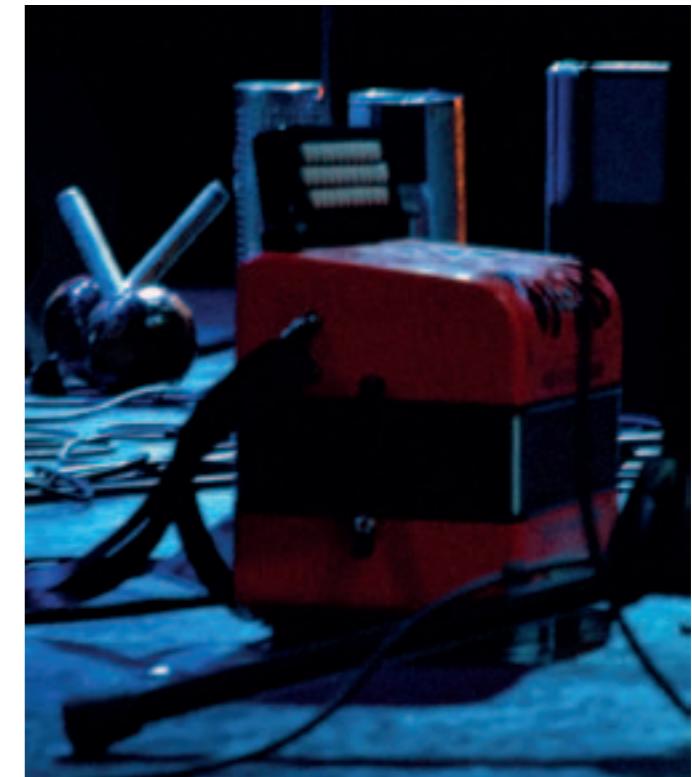
Bruxelles Feedback est née également du désir de mettre en place, avec des jeunes, une réflexion collective sur l'importance de la solidarité et du savoir-vivre ensemble dans une société mixte, pluraliste, multiculturelle, au sein de laquelle la jeunesse est essentielle pour le maintien et l'amélioration d'une citoyenneté active et réelle.

Nous invitons nos lecteurs à découvrir la première partie de notre projet, par le biais de notre blog, et à se laisser emporter par ce voyage sonore, autour du personnage de Kamga.

Nous vous partageons aussi quelques photos de la soirée de lancement du projet (en novembre dernier au Théâtre Molière), où nous avons fêté la joie de vivre (malgré les difficultés) avec la musique exceptionnelle du groupe Patasola. Un véritable voyage musical entre cultures et sonorités différentes.

Un bel exemple du rôle fondamental que la jeunesse peut jouer dans la construction de nouveaux modèles de participation politique, de cohésion et d'inclusion sociale.

23

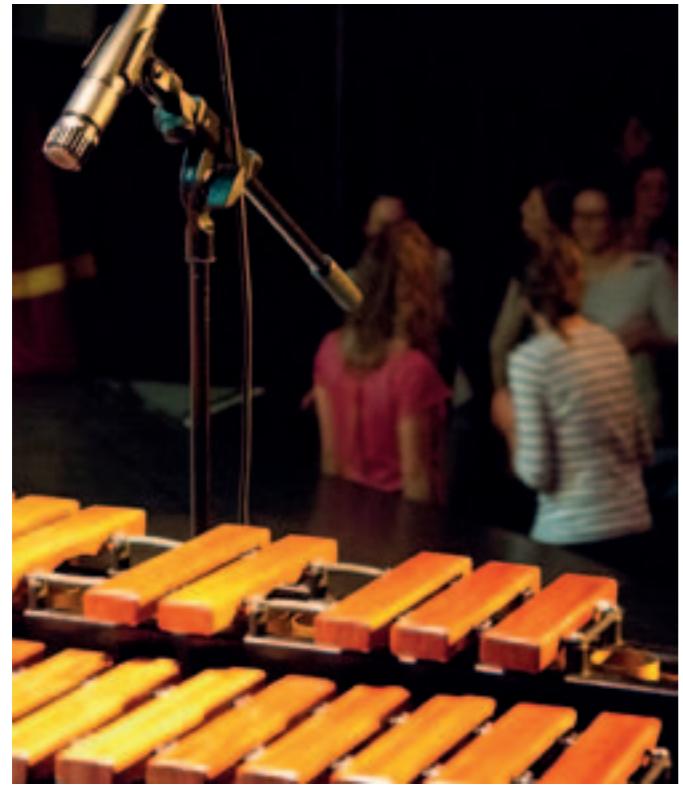




24



25



BRUXELLES *feedback*



Formation: Sexisme et Homophobie en milieu multiculturel

26



Formation gratuite pour les travailleurs du secteur de la jeunesse.
Cette formation aura lieu deux fois (en Wallonie et à Bruxelles).

Objectifs

- ➔ Faire émerger les représentations des participants concernant l'homosexualité;
- ➔ reconnaître les tensions qui existent entre les représentations;
- ➔ travailler le lexique lié à la sexualité, l'orientation sexuelle, le genre;
- ➔ découvrir, comprendre et définir ce qu'est un stéréotype;
- ➔ faire le lien entre racisme, sexism et homophobie en terme de mécanisme de discrimination;
- ➔ comprendre comment fonctionne la communication interpersonnelle et interculturelle;
- ➔ dédramatiser et déculpabiliser la catégorisation;
- ➔ comprendre et exprimer l'importance de la dimension culturelle et inconsciente dans la perception de l'autre;
- ➔ aborder la notion de coming out, se mettre à la place de l'autre pour comprendre qu'il s'agit de l'aboutissement d'un processus;
- ➔ apprendre à réagir lors d'un débat. Utiliser des outils avec un groupe;
- ➔ découvrir des conseils pour lancer un débat et mettre en place un climat propice à la thématique LGBT;
- ➔ prendre conscience de ses propres tensions.

Dates et lieux

Mundo N
rue Nanon, 98
5000 Namur

Les 3 et 4 avril 2013
de 9h30 à 16h30
+ un suivi via Internet et une demi-journée de feedback.

OU

Espace 125
rue Rodenbach 125
1190 Bruxelles

Le 22 et 23 mai 2013
De 9h30 à 16h30
+ un suivi via Internet et une demi-journée de feedback.

Coût

Accès gratuit mais une caution de 25 € sera demandée.
Elle valide l'inscription et sera rendue en fin de formation
à condition que le participant soit présent à l'entièreté
de la formation.

Cette formation est organisée avec le concours du
Fonds 4S - CP 329 et avec le soutien de la Communauté
française.

27





Excepté Jeunes
exceptejeunes.be

Outils pour la prévention de l'alcoolisme chez les jeunes

28

L'ASBL Excepté Jeunes est une association de Jeunesse qui a pour objet social de contribuer au développement des jeunes, de leurs responsabilités et leurs aptitudes personnelles dans l'objectif de les aider à devenir des citoyens responsables, actifs et critiques dans la société.

Les trois axes choisis pour guider nos activités et directement structurer notre projet pédagogique sont:

- ➔ Axe 1: Actions d'animation, d'information, de formation et d'éducation à la citoyenneté;
- ➔ Axe 2: Actions de sensibilisation, de prévention et d'assistance – Contre les assuétudes et pour la Sécurité routière;
- ➔ Axe 3: Actions de Solidarité, de retissage des liens sociaux et de lutte contre toutes les formes d'exclusions.

Excepté Jeunes travaille davantage sur l'axe 2, afin de réduire les risques liés principalement à l'usage d'alcool, en utilisant différents outils pédagogiques dans les écoles, les soirées ou journée sécurité routière:

Les lunettes spéciales

Les lunettes spéciales simulent les effets sur la vision (et donc sur la conduite sous effet d'alcool). Elles peuvent simuler les effets avec 0,8 ou 1,5 % d'alcool dans le sang. Un simple parcours d'obstacles (délimité par des cônes fluorescents) permet de se rendre compte des conséquences de la prise d'alcool. En effet, il est désormais facile de démontrer grâce à celles-ci quels sont les vrais effets de l'influence de l'alcool sur la vision (et donc sur la conduite) d'une façon ludique mais très réaliste.

Le cuistax

Pour renforcer les effets de l'expérience particulière des « lunettes » évoquée ci-dessus, l'exercice est proposé au volant d'un cuistax. Un nouvel outil didactique et pédagogique qu'Excepté Jeunes a pu acquérir afin de sensibiliser les jeunes aux dangers d'une conduite sous influence.

Le but de cette activité est de permettre aux jeunes et moins jeunes de vivre une situation de conduite sous influence en toute sécurité.



L'alcootest

À l'entrée d'un milieu festif nous proposons aux jeunes conducteurs fêtards de prendre un engagement pour la soirée ; à savoir, prouver qu'ils sont aptes à prendre leurs responsabilités et ne pas consommer d'alcool.

Lorsqu'ils quittent les lieux, nous leur proposons de se soumettre à un test d'alcoolémie, toujours de façon ludique afin de tester s'ils ont respecté leur engagement (nous ne sommes pas là pour faire la morale ni encore moins de la répression... bien au contraire !) Si par contre, ils sont en état d'ébriété, nous essayons de trouver avec eux une solution alternative.

Le crash-test et la voiture tonneau

Pour démontrer par l'exemple l'utilité de la ceinture de sécurité et des effets désagréables liés à un accident de la route, notre association utilisera exceptionnellement – le crash-test ou la voiture tonneau.

Le crash-test est un appareil qui simule une collision frontale à 12 km/h ce qui équivaut dans la réalité à un choc d'environ 35 km/h. C'est assez impressionnant pour être convaincu !

La voiture tonneau installée en hauteur permet de simuler l'effet réel d'un accident engendrant des tonneaux à l'aide d'un axe horizontal qui fait tourner le véhicule sur lui-même.

Quiz alcool

Jeu de questions-réponses formé d'une roue numérotée et d'un panel de questions sur des thèmes tels que la prévention, les soins, la justice, la santé ou encore les seuils de consommation et leurs effets. Ce quiz permet d'entamer la discussion avec les jeunes en partant de questions ouvertes ou d'idées préconçues pour contrecarrer les mythes et autres idées fausses sur les assuétudes.

29





FCHWB - Ferme des Castors

castor.be

Stage Napoléon 1815

30



Pour les vacances d'été 2013, du lundi 1^{er} juillet au vendredi 5 juillet, les Castors proposent un stage (en externat ou en internat) fabuleux, exceptionnel basé sur les faits historiques de l'Empereur Napoléon et de la période 1815.

Une agréable façon de parcourir l'histoire et en particulier les faits qui se sont déroulés depuis l'entrée en Belgique, Ligny, les Quatre-bras, jusqu'à la bataille de Waterloo.

Les participants seront « embrigadés » et plongés deux siècles en arrière dans l'atmosphère qui régnait à l'époque. Certains repas seront calqués sur les bivouacs d'antan, les cartes, les armes, les uniformes seront décortiqués, les stratégies de guerre seront revisitées. Les stagiaires pourront parcourir les nombreux livres et illustrations qui seront mis à leur disposition (collections privées).

Bien sûr, la butte du lion sera le point d'orgue du stage, mais sur le trajet, le musée de Ligny, le Moulin Naveau, les Quatre-bras, La Ferme du Caillou (le dernier Quartier Général de Napoléon), la veille de la bataille de Waterloo) seront visités. Une balade sur le champ de bataille sera commentée décrivant les positions et attaques successives, comme si on y était: de Napoléon, Wellington, l'arrivée de Blücher, jusqu'au dernier carré avec les paroles de Cambronne qui aurait répondu: « La garde meurt mais ne se rend pas ! »

Une démonstration du tir au canon sera orchestrée par une équipe d'artilleurs de l'époque napoléonienne qui assure le service d'un canon de campagne de 4 livres, du système de Griebeauval, tel qu'il a été utilisé dans toutes les campagnes de l'empire. Enfin, le soir Fifres et tambours, viendront égayer le repos bien mérité du soldat...

Pour les vacances de votre enfant, choisissez des Stages adaptés, sécurisants, encadrés par une équipe enthousiaste et professionnelle dans un lieu magique *La Ferme des Castors*.

Pour les enfants de 6 à 12 ans (soit en internat soit en externat). Attention: ce stage est accessible également aux enfants des communautés Flamande et Germanophone, pour une immersion linguistique.

Le prochain stage historique sera basé sur la première guerre mondiale de 14-18, l'offensive allemande d'août 1914 autour de la Belle-Motte, la bataille de la Sambre...

Organisation:

Garderies: Chaque matin à partir de 7 heures (uniquement sur demande) et le soir jusqu'à 17 h 30.

Repas: Tous les stages « en Journée complète » comprennent un repas complet à midi inclus dans le prix. Internat en pension complète.

Cantine: Deux fois par jour: 10h30 et 14h30, une cantine (facultative) est ouverte spécialement pour les enfants + distributeurs de boissons. Mais aussi la Cantine Intelligente avec fruits, yaourts et jus. Faites votre choix.

Stages en Internat à la Ferme des Castors: les stagiaires sont accueillis le dimanche soir à 19 heures.



31

Inscriptions:

www.castor.be
info@castor.be

Téléphone: 071 76 03 22
Fax: 071 76 19 26

Le paiement se fait anticipativement.

Responsable: Achille Verschoren (Régent en Éducation Physique et Biologie)

Adresse:
Ferme des Castors 16-18 Rue du Faubourg - 6250 Aiseau (Belgique)



Faucons Rouges
fauconsrouges.be

2013... Chez les Faucons Rouges

2013... sera une année charnière dans la vie du Mouvement des Faucons Rouges en Wallonie et à Bruxelles, avec de nombreuses nouvelles implications découlant d'une longue réflexion « nouvelle dynamique » initiée par des jeunes du Mouvement!

2013... apportera une nouvelle image pour le Mouvement des Faucons Rouges avec l'arrivée d'un nouveau logo, d'une nouvelle charte graphique et d'un tout nouveau site Internet plus jeune et interactif!

2013... inscrira le Développement Durable comme une des priorités, avec la mise en place de formations spécifiques au Mouvement, l'amplification du projet mobilité lors des nombreux déplacements des groupes locaux, avec l'achat de nouveaux vélos et la publication d'une brochure sur la circulation en groupe à vélo (également diffusée par l'I.B.S.R.) ou encore la finalisation du mini-parc à conteneurs de tri sélectif.

2013... verra la création d'un secteur microédition au siège central de l'Association, cellule de communication et de médiatisation des informations communautaires, régionales et locales... Pour atteindre cet objectif, le Mouvement a mis en place:

- ✖ la formation individuelle de 5 membres du personnel aux logiciels de microédition;
- ✖ l'achat d'un ordinateur PRO iMac et de l'ensemble des logiciels de mise en page.

2013... ouvrira les premières antennes régionales Faucons Rouges avec des permanences hebdomadaires assurées par les membres du personnel de l'Association. L'enjeu à terme étant de favoriser la communication et la coopération transversale aux différents niveaux dans les domaines de l'animation, la participation, la gestion et la formation. Ces antennes régionales devraient permettre la mise en réseau des locales d'une même région, d'une même province et profiter d'un nouvel ancrage permanent pour susciter la création de nouveaux groupes locaux.

2013... mettra en place un « C.A.P. » (Comité d'Accompagnement Pédagogique) pour

encadrer les nouveaux projets et notamment la création des antennes régionales.

2013... organisera les premiers « G.T. » (Groupe Technique) pour préparer l'avenir du Mouvement (exemple : création d'un G.T. sur la mise à jour de nos statuts).

2013... verra le dépôt d'un dossier de demande d'agrément comme organisme de formation de coordinateurs de centres de vacances.

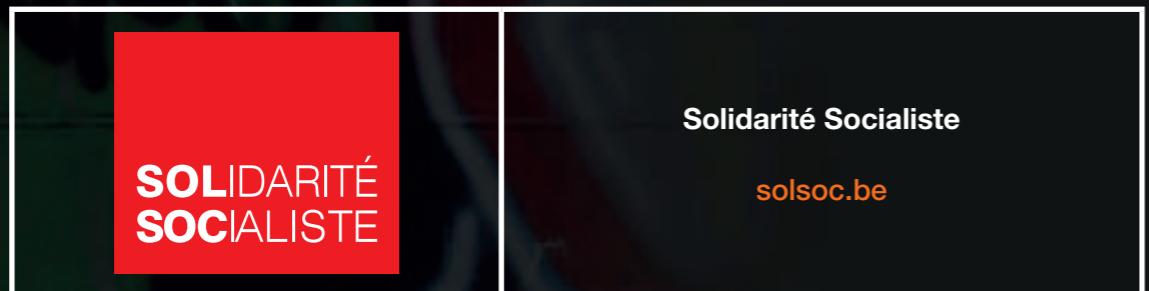
2013... le Conseil d'Administration intensifiera ses actions envers les membres fragilisés du Mouvement avec des prises en charge financières importantes pour les formations de cadres, pour le camp International en Finlande... ou encore des opérations -50 % sur les uniformes en stock!

Mais 2013 sera avant tout l'année de vos nouveaux projets locaux...

Alors, jeunes Faucons Rouges d'aujourd'hui et de demain, profitons de cette année 2013 pour prendre de la hauteur, partager notre couleur, renforcer nos valeurs pour ENSEMBLE s'envoler vers un CAP 2020... plus humaniste, tolérant et solidaire.

Heuschen Philippe
Secrétaire Général et délégué à la gestion
journalière





Palestine: des jeunes au cœur de l'action

Depuis 2003, Solidarité Socialiste, l'ONG de coopération au développement de la famille socialiste, soutient en Palestine trois organisations (*MA'AN, Bisan Center for Research and Development* et le *Popular Art Center*) qui encadrent ensemble 15 associations communautaires et clubs de jeunes en Cisjordanie et à Gaza.



Parmi ses priorités, ces partenaires de Solidarité Socialiste souhaitent placer la jeunesse au centre des politiques qui la concernent et parier sur son potentiel pour favoriser l'émergence d'une Palestine libre et unifiée. Leur stratégie d'action se fonde sur les besoins de base des jeunes ainsi que sur le renforcement de leurs organisations et de leur rôle dans la société palestinienne.

Faire émerger la citoyenneté des jeunes

Les jeunes Palestiniens doivent faire face non seulement à l'occupation israélienne, mais aussi à l'absence d'emplois rémunérés. Ils manquent souvent d'une formation professionnelle appropriée, parce que le système éducatif n'est pas adapté au marché de l'emploi. Beaucoup d'entre eux se retrouvent sans emploi, sans revenu, sans but dans la vie. Ils n'ont plus guère d'espoir et sont frustrés. Cela a des conséquences désastreuses sur leur moral. Certains se révoltent, d'autres sombrent dans la violence ou l'extrémisme. C'est pour cela qu'il est essentiel de convaincre ces jeunes qu'ils peuvent agir et faire bouger les choses. Dans les associations de jeunes, ils peuvent acquérir des compétences professionnelles, se rassembler dans un environnement sûr et s'exprimer sans crainte. Ils prennent part à des activités sociales, sportives et culturelles. De plus, ils s'engagent collectivement dans des campagnes de plaidoyer et participent à l'élaboration de propositions d'action au bénéfice de leur communauté. Ils se sentent enfin utiles et écoutés.

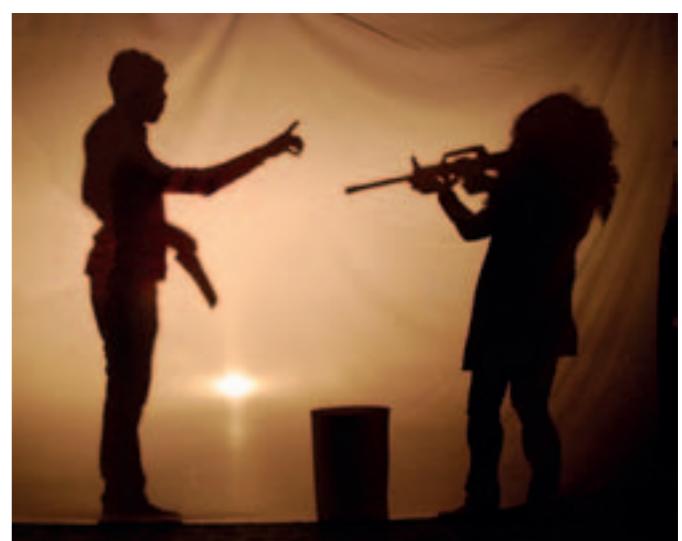
Les associations de jeunes Palestiniens doivent aussi pouvoir analyser leur situation. Ensemble, ils envisagent la meilleure manière d'améliorer les choses. Favoriser le développement des jeunes en tant qu'acteurs de changement social semble une bonne façon de contribuer à la construction d'une société démocratique et à la lutte pour l'avènement d'une Palestine libre et souveraine.

Le théâtre d'ombres: un outil de sensibilisation

En 1998, face à la marginalisation croissante et à l'augmentation du chômage chez les jeunes, le « *Multipurpose Community Ressource Center* » (MCRC) a été créé avec l'objectif d'offrir de nouvelles perspectives aux jeunes et aux enfants de la vieille ville de Naplouse.

Aujourd'hui, l'association est devenue incontournable: elle touche une population de près de 10 000 personnes et a développé successivement des programmes de soutien scolaire, de santé communautaire, des projets culturels ou encore des initiatives spécialement destinées aux jeunes femmes. Non seulement elle a tout un bagage de connaissances et compétences à partager avec les jeunes organisations, mais aussi un public et une assise sociale. Avec le soutien de Solidarité Socialiste, une quinzaine de jeunes entre 15 et 18 ans, sélectionnés par le MCRC pour leur engagement et leur intérêt artistique, ont décidé de se former pour créer une pièce de théâtre d'ombres. Le but? Aborder des questions sociopolitiques sensibles telles que le mariage précoce, les dots, l'éducation... de manière pacifique, ludique et universelle.

Grâce au théâtre, les jeunes ont pu gagner en confiance et développer leurs capacités créatives pour présenter leur message. Ils n'en restent pas là: ils profitent également de leurs représentations pour débattre avec leur public. Ils ont prévu de diffuser leur pièce dans plus de 25 villages alentours et de partager leur expérience avec d'autres clubs de jeunes. Une initiative qui en inspirera peut-être d'autres aux jeunes de la région!



Contact

Géraldine Georges
02 505 40 83
ggeorges@solsoc.be

Solidarité Socialiste est également sur Facebook.
Venez nous visiter!

Pour poursuivre son action, Solidarité Socialiste a besoin de vous. Vous pouvez nous soutenir via le compte 000-0000054-54.



SERVICES



Oxyjeunes
rue Albert 1^{er} — 6240 Farciennes
T. 071 38 84 00 — F. 071 39 83 00
W. info@oxyjeunes.be — www.oxyjeunes.be



Latitude Jeunes
rue Saint-Jean 32-38 — 1000 Bruxelles
T. 02 515 04 02 — F. 02 512 27 62
W. latitude.jeunes@mutsoc.be — www.ifeelgood.be



Contact J
bd de l'Empereur 25 — 1000 Bruxelles
T. 02 511 96 84 — F. 02 502 60 36
W. contactj@contactj.be — www.contactj.be

AUTRES



Philocité
rue de Laveu 100 — 4000 Liège
T. 0478 719 099 — 0470 122 811
W. philocite@philocite.eu — gaelle.jeanmart@philocite.eu — www.philocite.eu



Excepté Jeunes
Siège social
rue A. Nelis 158 — 5001 Belgrade
T. 071 71 19 35
W. excepte.jeunes@swing.be — www.exceptejeunes.be

Siège d'exploitation
rue Haut Baty 59 — 5060 Sambreville



FCHWB — Ferme des Castors
rue du Faubourg 16-18 — 6250 Aiseau
T. 071 76 03 22 — 071 74 04 75 — F. 071 76 19 26
W. info@castor.be — www.castor.be

MOUVEMENTS



MJS — Mouvement des Jeunes Socialistes
rue de la Croix de Fer 16 — 1000 Bruxelles
T. + F. 02 512 12 18
W. secretariat@mjs.be — www.mjs.be



Jeunes FGTB
rue Haute 42 — 1000 Bruxelles
T. 02 506 83 92 — F. 02 502 73 92
W. jeunes@jeunes-fgtb.be — www.jeunes-fgtb.be



Faucons Rouges
rue Entre-deux-portes 7 — 4500 Huy
T. 085 41 24 29 — F. 085 41 29 36
W. info@fauconsrouges.be — www.fauconsrouges.be



Tels Quels Jeunes
rue Marché au Charbon 81 — 1000 Bruxelles
T. 02 512 45 87 — F. 02 511 31 48
W. info@tqj.be — www.tqj.be

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES



CIDJ
rue Saint Ghislain 29 — 1000 Bruxelles
T. 02 219 54 12 — F. 02 219 54 13
W. cidj@cidj.be — www.cidj.be



For J
Siège social
rue Le Lorrain 104 — 1080 Bruxelles
T. 02 649 03 22 — F. 02 647 87 42
W. info@forj.be — www.forj.be

Siège d'activités
rue de Villers 227 — 6010 Couillet
T. 071 60 02 70 — F. 071 60 02 73



Retrouvez toutes les formations 2012 de ProJeuneS sur:

www.formactif.be

Formactif





Projekte
Jugend